



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA
SOCIÉTÉ

COMMISSIE VOOR DE VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

Mercredi

02-04-2014

Après-midi

Woensdag

02-04-2014

Namiddag

N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	Parti Socialiste
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
MR	Mouvement réformateur
sp.a	socialistische partij anders
Ecolo-Groen!	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen!
Open Vld	Open Vlaamse Liberalen en Democraten
VB	Vlaams Belang
cdH	centre démocrate Humaniste
FDF	Fédéralistes démocrates francophones
LDD	Lijst Dedecker
INDEP-ONAFH	Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkortingen bij de nummering van de publicaties :	
DOC 53 0000/000	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000	Parlementair stuk van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (op beigeleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes :	Bestellingen :
Place de la Nation 2	Natieplein 2
1008 Bruxelles	1008 Brussel
Tél. : 02/ 549 81 60	Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be	www.dekamer.be
e-mail : publications@lachambre.be	e-mail : publicaties@dekamer.be

SOMMAIRE

Question de Mme Zoé Genot à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjointe à la ministre de la Justice, sur "le plan fédéral de gender mainstreaming" (n° 22829)

Orateurs: **Zoé Genot, Maggie De Block**, secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté

Question de Mme Meyrem Almaci à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, sur "le compte bancaire des sans-abri disposant d'une adresse de référence auprès d'un CPAS" (n° 22249)

Orateurs: **Meyrem Almaci, Maggie De Block**, secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté

Question de Mme Zoé Genot à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjointe à la ministre de la Justice, sur "le calcul des compensations des exclusions du chômage pour les CPAS" (n° 22953)

Orateurs: **Zoé Genot, Maggie De Block**, secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté

INHOUD

Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "het federale plan gender mainstreaming" (nr. 22829)

Sprekers: **Zoé Genot, Maggie De Block**, staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding

Vraag van mevrouw Meyrem Almaci aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen, over "een bankrekening voor daklozen bij een OCMW" (nr. 22249)

Sprekers: **Meyrem Almaci, Maggie De Block**, staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding

Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "de berekening van de compensaties voor de OCMW's voor de uitsluiting van het recht op werkloosheidsuitkeringen" (nr. 22953)

Sprekers: **Zoé Genot, Maggie De Block**, staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding

COMMISSION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MERCREDI 2 AVRIL 2014

WOENSDAG 2 APRIL 2014

Après-midi

Namiddag

La séance est ouverte à 14.06 heures et présidée par Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers.
De vergadering wordt geopend om 14.06 uur en voorgezeten door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers.

01 Question de Mme Zoé Genot à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjointe à la ministre de la Justice, sur "le plan fédéral de gender mainstreaming" (n° 22829)

01 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "het federale plan gender mainstreaming" (nr. 22829)

01.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen): Madame la présidente, madame la secrétaire d'État, le plan fédéral *gender mainstreaming* a été lancé par le gouvernement au mois de juillet dernier. Il a été rendu obligatoire par la loi du 12 janvier 2007 et se définit comme une stratégie transversale qui concerne tous les domaines de compétence. Il vise à éviter que des politiques publiques créent ou renforcent des inégalités entre les hommes et les femmes. Concrètement, il doit veiller à ce que toutes les étapes des processus politiques tiennent compte de la dimension du genre.

Ce plan fédéral *gender mainstreaming* contient l'ensemble des engagements du gouvernement pour corriger certaines inégalités entre les femmes et les hommes. La dimension du genre sera intégrée dans les différentes matières.

Madame la secrétaire d'État, depuis le lancement du plan fédéral *gender mainstreaming*, quels ont été les premiers actes posés pour les matières dont vous avez la compétence?

01.02 Maggie De Block, secrétaire d'État: Madame la présidente, madame Genot, pour répondre à votre question, l'intégration structurelle de la dimension de genre dans les politiques est effectivement prescrite par la loi du 12 janvier 2007.

Consciente des efforts nécessaires pour aboutir à cette intégration structurelle au niveau fédéral et conformément à l'accord de gouvernement, je me suis engagée à intégrer la dimension de genre dans deux domaines qui relèvent de ma compétence.

Tout d'abord, en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté, le projet

01.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen): Het federale plan *gender mainstreaming* dat bij de wet van 12 januari 2007 werd verplicht en in juli 2013 door de regering werd voorgesteld, bevat een transversale strategie die ervoor moet zorgen dat er in het politieke proces rekening wordt gehouden met de genderdimensie. Het is de bedoeling te voorkomen dat het overheidsbeleid ongelijkheden tussen mannen en vrouwen doet ontstaan of versterkt en er de genderdimensie in te integreren.

Welke acties heeft u reeds ondernomen in de domeinen waarvoor u bevoegd bent?

01.02 Staatssecretaris Maggie De Block: De integratie van de genderdimensie in het federale beleid wordt voorgeschreven bij de wet van 12 januari 2007. Ik heb me ertoe verbonden de genderdimensie te integreren in de strijd tegen armoede, via het project *Housing First* voor daklozen en mensen zonder behoorlijke huisvesting, en in de strijd tegen

Housing First Belgium s'inscrit dans le 6^e objectif stratégique: "renforcer la lutte contre le sans-abrisme et le mal-logement". Comme son nom l'indique, cette approche donne la priorité à l'obtention d'un logement aux sans-abri chroniques avant d'envisager la reconstruction de l'individu en difficulté. Grâce à l'octroi d'un hébergement sans condition, Housing First offre un toit comme gage de stabilité pour la reconstruction de la confiance en soi et une autonomisation de l'individu. Le projet a été lancé en septembre 2013 et couvrira une période de deux ans. Cinq villes participent à ce grand projet: Gand, Bruxelles, Charleroi, Anvers et Liège. Leurs équipes adapteront les modalités du projet en fonction des réalités différenciées de terrain. Le projet fera l'objet d'une évaluation rigoureuse et continue des activités en vue de réorienter éventuellement les actions.

Ensuite, en ce qui concerne la lutte contre les mariages et les relations de complaisance, un plan d'action a été mis en place. Ainsi, la loi visant à renforcer la lutte contre ce phénomène que j'ai présentée avec la ministre de la Justice a été adoptée en juin 2013. Une campagne de prévention a également été lancée en octobre 2013.

Enfin, de façon plus générale, dans le domaine de l'asile et de la migration, mes actions ont porté sur des mesures de détection et de prévention en collaboration avec la police et les officiers de l'état civil des communes, l'association de l'Office à la *task force* mise en place pour lutter contre les mutilations génitales, la diffusion d'une brochure "Femmes, jeunes filles et asile en Belgique", l'application des dispositions légales relatives aux violences intra-familiales dans le cadre du regroupement familial. En ce qui concerne les centres fermés, une attention particulière est accordée aux besoins spécifiques des deux genres et à l'intégrité psychique de chacun.

En ce qui concerne l'accueil, trois priorités sont pointées: travailler pour une meilleure infrastructure pour l'accueil collectif des demandeurs d'asile, prendre des mesures qui respectent mieux la liberté et l'indépendance des demandeurs d'asile et qui promeuvent leur autonomie.

Fedasil prend des mesures si les normes minimales ne sont pas respectées en ce qui concerne la sécurité et l'infrastructure. La preuve par deux exemples concrets.

Depuis 2008, les MENA enceintes ou les MENA avec enfant sont accueillis dans la structure d'accueil spécialisée Kirikou à Rixensart; les jeunes mamans y sont accompagnées, une crèche y est prévue et elles peuvent poursuivre leur scolarité.

Lors de la désignation d'un centre d'accueil, il est tenu compte des besoins spécifiques des personnes vulnérables, comme les MENA, les mineurs, les parents isolés avec enfant, les femmes enceintes, les personnes handicapées, les victimes de la traite des êtres humains, etc. Par exemple, la Belgique dispose de trois centres pour garantir l'accueil des victimes de la traite des êtres humains: Payoke à Anvers, Pégase à Bruxelles et Surya à Liège.

01.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen): Madame la présidente, madame la secrétaire d'État, je vous remercie pour votre réponse.

schijnhuwelijken en schijnrelaties.

In het domein van asiel en migratie hebben we in samenwerking met de politie en de ambtenaren van de burgerlijke stand detectie- en preventie-maatregelen genomen. De Dienst Vreemdelingenzaken heeft zich in de strijd tegen genitale verminking aangesloten bij de taskforce en we hebben bijzondere aandacht besteed aan de specifieke behoeften van beide geslachten en aan de psychische integriteit van iedereen die in een gesloten centrum verblijft.

We werken aan een betere infrastructuur voor de collectieve opvang van asielzoekers en we trachten maatregelen te nemen om de autonomie van asielzoekers te bevorderen.

Sinds 2008 worden de zwangere NBMV's en NBMV's met kinderen in het opvangcentrum Kirikou te Rixensart opgevangen. Jonge moeders worden er begeleid. Er is een kinderdagverblijf en de moeders kunnen blijven schoollopen. Bij de toewijzing aan een opvangcentrum wordt er rekening gehouden met de behoeften van de kwetsbare personen. Zo worden er in drie centra slachtoffers van mensenhandel opgevangen.

01.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen): Ik waardeer dergelijke initiatieven,

Vous avez évoqué différentes initiatives que j'apprécie. Je pense, notamment, à l'opération Housing First, à l'accueil des MENA enceintes, au travail effectué par les centres soutenant les victimes de la traite des êtres humains, même s'il est de plus en plus difficile d'y accéder.

Cependant, en termes de pauvreté, ces dernières années sont particulièrement difficiles pour les femmes. En effet, les mesures visant la diminution des allocations de chômage et relatives à l'exclusion du chômage touchent particulièrement les femmes et, spécialement, les femmes seules avec enfant.

En matière de regroupement familial, on sait que l'allongement de la durée de cohabitation obligatoire place certaines femmes soumises à des pressions psychologiques ou à de la violence, dans des situations inextricables.

Pour ce qui concerne l'excision, depuis quelques années, il est beaucoup plus difficile d'obtenir la protection des jeunes filles. Il en va de même au niveau de la problématique des mariages forcés dans certains pays comme la Guinée.

En revanche, les réseaux de prostitution – chose étonnante – continuent à obtenir des visas pour faire venir des femmes. Je me suis toujours demandé pourquoi ils sont tellement plus doués que les ONG et les universités qui, pour leur part, ont du mal à obtenir des visas. J'estime donc qu'il y a encore pas mal de travail à mener par le gouvernement en matière de décisions influençant la condition des femmes.

01.04 **Maggie De Block**, secrétaire d'État: Chère collègue, je voudrais intervenir, un instant, au sujet de votre remarque sur les mesures relatives au chômage.

Vous m'avez interrogée quant aux initiatives prises par mon département. Je vous rappelle que la question du chômage relève de la compétence de Mme De Coninck.

01.05 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen): Madame la secrétaire d'État, j'ai également interrogé Mme De Coninck sur cette thématique. Toujours est-il que les mesures prises ont de très graves conséquences en termes de pauvreté.

Je ne sais pas si vous avez eu l'occasion de lire l'excellente étude de M. Ricardo Cherenti, coordinateur de la Cellule d'insertion professionnelle au sein de la Fédération des CPAS wallons, sur la pauvreté. On y montre qu'en Wallonie, la pauvreté est un phénomène principalement présent chez des femmes seules avec enfant, qui n'arrivent plus à nouer les deux bouts, affrontant des situations de fragilité telle qu'elles se retrouvent dans la rue ou dans d'autres structures.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 **Vraag van mevrouw Meyrem Almaci aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen, over "een bankrekening**

maar almaar meer alleenstaande vrouwen met kinderen vervallen echter tot armoede, met name door de vermindering van de werkloosheidsuitkeringen en de maatregelen met betrekking tot de uitsluiting van het recht op deze vergoedingen. Bovendien zullen vrouwen die het slachtoffer zijn van fysiek of psychologisch geweld voortaan in een onmogelijke situatie belanden omdat de duur van de verplichte samenwoning in het kader van een gezinshereniging werd verlengd. Ten slotte kent men door nieuwe maatregelen meisjes die het slachtoffer dreigen te worden van een besnijdenis of een gedwongen huwelijk minder snel bescherming toe.

Er moet dus nog heel wat gebeuren, wil men kunnen spreken van een vrouwvriendelijk regeringsbeleid.

01.04 Staatssecretaris **Maggie De Block**: Ik verzoek u zich met uw opmerking over de werkloosheidsregelgeving tot minister De Coninck te wenden, die daarvoor bevoegd is.

01.05 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen): Ik heb mevrouw De Coninck over dat onderwerp al om uitleg gevraagd. De in dat verband genomen maatregelen hebben een zeer negatieve weerslag op de armoedecijfers. In Wallonië is er vooral veel armoede bij alleenstaande vrouwen met kinderen.

voor daklozen bij een OCMW" (nr. 22249)

02 Question de Mme Meyrem Almaci à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, sur "le compte bancaire des sans-abri disposant d'une adresse de référence auprès d'un CPAS" (n° 22249)

02.01 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Mevrouw de staatssecretaris, ik heb een vraag over dezelfde materie aan uw collega van Financiën gesteld.

Via het OCMW kunnen daklozen een referentieadres verkrijgen. Dat is immers nodig voor tal van administratieve handelingen en voor het openen van een bankrekening. Zo kunnen zij dan een leefloon en maatschappelijke dienstverlening ontvangen.

Blijkbaar worden de mensen die zelf niet beschikken over een bankrekening, verplicht een rekening te openen bij Belfius om hun gelden te laten beheren en de schuldenlast te vereffenen. Het gaat om een bankrekening bij Belfius met de nodige beheerskosten.

Hoeveel mensen beschikken via het OCMW over een referentieadres? Wat is de gemiddelde duur van zo'n referentieadres?

Is het correct dat mensen die steun krijgen via het OCMW, per definitie een rekening bij Belfius moeten openen om financiële steun te kunnen genieten? Geldt dat ook voor mensen die steun krijgen van het OCMW en op het moment van de hulpvraag nog niet over een bankrekening beschikken?

Hoeveel mensen beschikken over een dergelijke rekening bij Belfius? Wordt de betrokkenen aangeraden een basisbankdienst of een gewone zichtrekening te openen?

02.02 Staatssecretaris **Maggie De Block**: Mevrouw Almaci, het referentieadres wordt inderdaad geregeld via de wet van 19 juli 1991.

Verscheidene categorieën van mensen hebben de mogelijkheid om een inschrijving in het bevolkingsregister te krijgen. Het gaat daarbij om personen die in een mobiele woning verblijven zoals binnenvaartschepen, woonwagens, caravans uitgezonderd stacaravans en schepen in het algemeen; personen die minder dan een jaar afwezig zijn voor studie of zakenreizen buiten de gemeente; burger- en militair personeel van de Krijgsmacht die in een garnizoen in het buitenland verblijven en hun gezin; personeel dat aan ontwikkelingssamenwerking doet in het buitenland en hun gezin en ook personen die bij gebrek aan voldoende bestaansmiddelen geen verblijfsplaats hebben, dus personen die niet ingeschreven zijn in een gemeentelijk bevolkingsregister en die dus eigenlijk geen feitelijke hoofdverblijfplaats hebben.

Er is per categorie geen aparte onderverdeling in het bevolkingsregister zodat wij ook onmogelijk kunnen nagaan hoeveel mensen via het OCMW beschikken over een referentieadres. Daar wordt geen onderscheid in gemaakt. Dat mag ook niet, omwille van de privacy. Het totaal wordt wel geregistreerd maar er wordt niet meegedeeld hoeveel er via het OCMW gezonden zijn. Ook militairen zijn bijvoorbeeld in dat systeem vertegenwoordigd.

Een eenmalig onderzoek van de POD Maatschappelijke Integratie en

02.01 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Pour leurs formalités administratives et l'ouverture d'un compte bancaire, les sans-abri peuvent obtenir une adresse par l'intermédiaire du CPAS. Il semble que les gens qui ne disposent pas d'un compte sont contraints d'en ouvrir un auprès de Belfius.

Combien de personnes disposent-elles d'une adresse de référence par l'intermédiaire d'un CPAS et combien de temps en moyenne conservent-elles cette adresse? Est-il exact que l'octroi d'une aide par le CPAS est subordonné à l'ouverture d'un compte chez Belfius? Combien de personnes sont dans ce cas? Leur est-il conseillé d'ouvrir un service bancaire de base ou un simple compte à vue?

02.02 **Maggie De Block**, secrétaire d'État: Les personnes pouvant obtenir leur inscription dans les registres de la population relèvent de plusieurs catégories. Il peut s'agir de personnes occupant des unités de logement mobiles ou de personnes sans résidence principale.

Il n'y a pas, dans le registre de la population, de subdivision par catégorie, de sorte que nous ne sommes pas en mesure de vérifier combien de personnes disposent d'une adresse de référence par l'intermédiaire du CPAS. Pour des raisons de respect de la vie privée, une telle vérification est d'ailleurs interdite.

En 2011, une opération unique de croisement de données du SPP Intégration sociale et du SPF Intérieur a mis en évidence que 4 785 sans-abri disposent

de FOD Binnenlandse Zaken waarbij de beschikbare gegevens werden gekruist, werd uitgevoerd in 2011. Toen bleken 4 785 daklozen een referentieadres te hebben bij het OCMW.

De gemiddelde duur van een referentieadres is echter ook niet te achterhalen. We zouden die gegevens nog eens kunnen kruisen maar dat zal ons alleen leren hoeveel mensen er op dit moment een referentieadres via het OCMW hebben. Niets zegt echter dat het daarbij om dezelfde mensen gaat dan wel of het nieuwe mensen betreft.

Nu kom ik tot uw vraag over de bank. De wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie stelt vijf voorwaarden waaraan voldaan moet worden vooraleer dat recht toegekend kan worden. Het gaat om de nationaliteit, de leeftijd, de wettelijke verblijfplaats, het beschikken over voldoende middelen en de bereidheid om te werken. Het beschikken over een bankrekening, bij Belfius of bij om het even welke bank, is dus geen voorwaarde om toegang te verkrijgen tot een leefloon of andere maatschappelijke dienstverlening die federaal gereguleerd is.

Uit de praktijk meen ik te weten dat sommige mensen gewoon wekelijks hun leefgeld cash ophalen. Zij hoeven niet noodzakelijk een bankrekening te hebben. Zeker in geval van schuldbemiddeling is het nogal delicaat om het geld op een rekening te storten, want dan bestaat altijd de kans op beslaglegging. Een bankrekening is dus zeker geen vereiste. Ik weet echter niet wat mijn collega Geens u op die vraag geantwoord heeft.

02.03 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Mevrouw de staatssecretaris, ik vind het spijtig, maar begrijpelijk dat u om methodologische redenen de gegevens uit mijn eerste vraag niet kunt geven.

Aan minister Geens heb ik gevraagd in hoeverre mensen zelf kunnen kiezen bij welke bank zij een bankrekening openen. In principe moet dat perfect mogelijk zijn, want er bestaan banken die een gratis bankrekening aanbieden. De bankrekening bij Belfius is niet gratis. Als het OCMW mensen verplicht om bij een welbepaalde bank een rekening te openen, terwijl zij niet weten dat zij eigenlijk een bank kunnen kiezen, het openen van een rekening kunnen weigeren of hun geld ook cash kunnen komen ophalen, dan rijzen er problemen. Vaak gaat het om een slecht geïnformeerde groep mensen.

Uit indicaties blijkt dat een aantal OCMW's systematisch een zichtrekening laat openen bij Belfius, waar voor een zichtrekening de nodige beheerskosten aangerekend worden. Gelet op hun situatie, is dat misschien niet de ideale manier van omgaan met mensen die elk geldstuk twintig keer moeten omdraaien. Vandaar mijn vraag om een aanbeveling te sturen aan de OCMW's. Het gaat om mensen die duidelijk zorgbehoevend of hulpbehoevend zijn. Als het OCMW wenst dat de gebruiker een basisdienstverlening bij een bank heeft, dan kunnen best vooral die banken aangeraden worden die een gratis rekening aanbieden, zodat niet de facto een zichtrekening aangeraden wordt waarop beheerskosten betaald moeten worden.

Misschien kan de administratie de oefening maken om aan de OCMW's te laten weten hoe zij daklozen en mensen die het moeilijk hebben, kunnen informeren over de verschillende mogelijkheden en

d'une adresse de référence auprès d'un CPAS. La durée moyenne de conservation de cette adresse est invérifiable et procéder à un nouveau relevé instantané de la situation n'aurait guère de sens.

Disposer d'un compte bancaire, chez Belfius ou auprès d'une autre banque, ne constitue pas une condition pour bénéficier d'un revenu d'intégration ou de toute autre aide fédérale réglementée. Certaines personnes se rendent elles-mêmes sur place chercher chaque semaine l'argent cash et n'ont pas de compte bancaire. Dans le cas d'une médiation de dettes, un versement sur un compte peut se révéler délicat en raison des risques de saisie.

02.03 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Il semblerait que certains CPAS fassent ouvrir systématiquement un compte à vue auquel sont liés des frais de gestion. C'est pourquoi je demande que l'on adresse aux CPAS une recommandation pour leur demander de conseiller à tout le moins l'ouverture d'un compte gratuit. Il serait inadmissible que des personnes dans le besoin ou mal informées se retrouvent dans l'obligation de payer des frais qui peuvent être évités.

L'administration pourrait le cas échéant indiquer aux CPAS comment informer les gens de l'existence de comptes qui ne sont pas grevés de frais de gestion.

de rekeningen waarvoor vandaag 0 euro aan beheerskosten wordt gevraagd. 50 of 100 euro beheerskosten is immers een hele som geld, zeker als men af en toe ook nog eens in het rood gaat. Dit was trouwens de reden waarom ik de minister van Financiën heb gevraagd welke rekeningen er gratis worden beheerd.

02.04 Staatssecretaris **Maggie De Block**: Ik zal dit signaleren, maar het is niet aan een OCMW om een of andere bank aan te bevelen.

02.04 **Maggie De Block**, secrétaire d'État: Je vais le signaler même si un CPAS n'a pas pour mission de recommander telle ou telle banque.

02.05 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Ik ben het daar 100 % mee eens, maar wij stellen vast dat het gebeurt en dat het zelfs geen uitzondering is.

02.05 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Je suis d'accord avec vous mais cela se fait.

Als een bepaalde administratie in een stad of gemeente een voorkeursrelatie heeft met een bepaalde bank, schuift men die bank ook naar voren bij de eigen klanten. Ik neem trouwens aan dat dit niet met slechte bedoelingen gebeurt, het is vaak gewoon een kwestie van gemak omdat men de kanalen reeds kent. De gevolgen kunnen misschien wel zijn dat het voor de meest kwetsbare doelgroep een dure affaire wordt.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

03 **Question de Mme Zoé Genot à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjointe à la ministre de la Justice, sur "le calcul des compensations des exclusions du chômage pour les CPAS" (n° 22953)**

03 **Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "de berekening van de compensaties voor de OCMW's voor de uitsluiting van het recht op werkloosheidsuitkeringen" (nr. 22953)**

03.01 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen): Madame la présidente, madame la secrétaire d'État, depuis 2003, un système de contrôle des chômeurs aboutissant à énormément d'exclusions a redirigé, d'après les études, environ un tiers de ces exclus vers les CPAS et le gouvernement Di Rupo a renforcé les mesures d'exclusion des chômeurs en limitant des allocations à trois ans et en durcissant l'application des sanctions. En 2012, ces dernières ont augmenté de 42 %. Ceci a clairement des conséquences sur les CPAS.

03.01 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen): Van de personen die van de werkloosheidsuitkering worden uitgesloten, gaat er ongeveer een derde bij het OCMW aankloppen. De verenigingen van OCMW's van de drie Gewesten willen weten hoe de compensaties worden berekend en of ze een reële compensatie kunnen krijgen voor alle maatregelen die sinds 1 november 2012 werden genomen.

Dans sa déclaration gouvernementale, M. Di Rupo a dit que cette prise en charge supplémentaire assumée par les CPAS serait compensée. C'est ce que vous avez proposé à travers la loi-programme de novembre 2013. Nous avons déjà eu l'occasion d'échanger à cette occasion car j'avais des difficultés à comprendre le mode de calcul adopté. En outre, les chiffres exacts sur lesquels on se basait n'avaient pas pu nous être transmis.

Hoe werd het bedrag van 49,12 euro berekend dat de OCMW's krijgen per uitgesloten werkloze die ze opvangen? Hoeveel werkuren van een maatschappelijk werker dekt dat bedrag en hoeveel procent van het door de gemeente gefinancierde deel van het leefloon vertegen-

Les unions des CPAS de Bruxelles, Flandre et Wallonie vous ont écrit pour avoir des précisions sur la manière dont ces compensations sont calculées et pour savoir s'il était possible d'avoir une réelle compensation de l'ensemble des mesures prises depuis le 1^{er} novembre 2012.

Madame la secrétaire d'État, comment cette somme de 49,12 euros octroyée aux CPAS par dossier de chômeur exclu pris en charge a-t-elle été établie? Combien d'heures de travail d'une assistante sociale ce montant couvre-t-il? Quelle proportion de la part communale d'un RIS est-elle couverte par cette somme?

On a annoncé aux CPAS l'enveloppe à laquelle ils auront droit pour compenser les exclus par l'ONEM de 2012 et 2013. Comment ces enveloppes ont-elles été calculées pour chaque CPAS? Les taux de chômage ou d'exclus de chaque commune ont-ils été pris en compte? Confirmez-vous que l'augmentation des exclusions dues aux contrôles n'a pas été prise en compte? Seules les mesures "disponibilité" concernant les jeunes et l'allongement du stage d'attente d'insertion ont-elles été prises en compte? Sont-elles bien calculées par commune? La dégressivité et l'augmentation des aides ponctuelles (aides pour investissements économiseurs d'énergie, prise en charge d'activités pour enfants, etc.) ont-elles été prises en compte? Pourriez-vous également nous communiquer les calculs de l'ONEM qui ont permis de déterminer le nombre de chômeurs concernés par commune?

03.02 **Maggie De Block**, secrétaire d'État: Madame la présidente, madame Genot, en concertation avec l'Office national de l'Emploi, une estimation a été faite par type de mesures déjà en vigueur du nombre de personnes susceptibles de faire appel à l'aide du CPAS.

Sur la base de ces chiffres, une estimation budgétaire a été réalisée pour les années 2012, 2013 et 2014 incluse. La part de l'aide à charge des CPAS belges a été évaluée à 8 137 485 euros.

Pour chaque CPAS, le nombre total de bénéficiaires du droit à l'intégration sociale a également été calculé pour 2012 et le budget précité comporte la moyenne de la partie du revenu d'intégration à charge du CPAS sur la base des remboursements effectifs par le SPP Intégration sociale. Ce montant subventionné par le SPP Intégration sociale comprend l'intervention forfaitaire dans les frais de personnel, comme le prévoit la loi Intégration sociale.

Les efforts financiers supplémentaires éventuels du pouvoir local pour lesquels il n'existe pas de base légale ne sont pas pris en considération dans le régime compensatoire.

Pour ce qui concerne l'étude, je vous réfère, une fois de plus, au site de l'ONEM où l'étude peut être consultée. Seules six mesures de l'accord de gouvernement peuvent donner lieu à une compensation. L'afflux d'exclus du chômage vers le CPAS à la suite de mesures antérieures ne fait pas l'objet d'une mesure de compensation.

Des six mesures modifiant la réglementation sur le chômage, seules deux auront déjà un impact potentiel pour la période allant de 2012 à 2014, à savoir, l'introduction des mesures "disponibilité" concernant les jeunes et l'allongement du stage d'insertion professionnelle de trois mois. La dégressivité n'aura aucun impact avant janvier 2015.

woordigt het? Hoe werden de enveloppen voor de afzonderlijke OCMW's berekend? Wordt er rekening gehouden met de werkloosheidsgraad of het aantal uitgesloten werklozen in de gemeente? Kan u bevestigen dat er geen rekening werd gehouden met de toename van het aantal uitsluitingen door controles? Worden de overige maatregelen inderdaad per gemeente berekend? Houdt men rekening met de degressie en de verhoging van de punctuele steun? Hoe heeft de RVA het aantal betrokken werklozen per gemeente berekend?

03.02 Staatssecretaris **Maggie De Block**: In overleg met de RVA werd, per soort bestaande maatregel, een raming gemaakt van het aantal personen dat een beroep zou kunnen doen op het OCMW.

Op grond daarvan werd een budgettaire raming gemaakt voor 2012, 2013 en 2014. Het aandeel dat ten laste komt van de OCMW's wordt op 8 000 000 euro geraamd. De begroting omvat het gemiddelde van het deel van het leefloon dat ten laste is van de OCMW's, rekening houdend met de terugbetalingen door de POD Maatschappelijke Integratie. Er wordt geen rekening gehouden met eventuele extra inspanningen van de lokale overheid waarvoor geen wettelijke basis bestaat.

De studie is beschikbaar op de website van de RVA. Zes maatregelen uit het regeerakkoord kunnen aanleiding geven tot een vergoeding. Dat geldt niet voor wie uitgesloten wordt van het recht op werkloosheidsuitkeringen ingevolge vroegere maatregelen.

Van de zes maatregelen tot wijziging van de werkloosheidsreglementering zullen er twee een impact hebben voor de periode van 2012 tot 2014: de invoering

van controles op de beschikbaarheid van jongeren en de verlenging van de beroepsinschakelingstijd met drie maanden. De degressie van de uitkeringen zal geen invloed hebben vóór 2015.

03.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen): La dégressivité des allocations a commencé en novembre 2012. Elle entraîne une diminution de revenus pour toute une série de personnes qui, dès lors, s'adressent davantage aux CPAS pour leur demander de l'aide.

Les unions des CPAS des différentes communes considèrent que la somme qui leur a été octroyée n'est pas une réelle compensation. Avec les données que vous me communiquez, j'ai du mal à comprendre. Comment pourrais-je les convaincre qu'on a réellement compensé les exclus qu'on leur a envoyés avec la somme de 8 millions d'euros?

03.04 Maggie De Block, secrétaire d'État: Comme vous l'avez indiqué, ils m'ont écrit. Je vais donc leur expliquer. Nous verrons s'ils comprennent.

03.05 Zoé Genot (Ecolo-Groen): Mais comme ils vous ont écrit le 13 janvier et n'ont pas encore obtenu de réponse, ils ont utilisé d'autres voies pour essayer d'en obtenir une. Manifestement, la réponse ne viendra pas aujourd'hui.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

*La réunion publique de commission est levée à 14.29 heures.
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 14.29 uur.*

03.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen): Door de degressie van de uitkeringen vermindert het inkomen van een reeks mensen, die dan bij het OCMW moeten gaan aankloppen.

De Fédération des CPAS is van oordeel dat het hun toegekende bedrag niet echt een compensatie vormt. En hoe zou men hen daarvan kunnen overtuigen met een bedrag van 8 miljoen euro?

03.04 Staatssecretaris Maggie De Block: Ze hebben schriftelijk om uitleg verzocht en die zal ik hun ook geven.